

M. Saltsman: Je me demande si le député qui a fait cette déclaration est vraiment fondé à le faire. Ce qu'espère notre parti, c'est trouver un moyen de faire fonctionner le Parlement et de faire sentir notre influence au cours de ses délibérations. Je conviens que par moments ma conscience me reproche d'appuyer les libéraux.

Une voix: Allons donc!

M. Saltsman: Je suis obligé d'en convenir. Je vous dirai que mes remords persistent jusqu'au moment où le chef de l'opposition (M. Stanfield) prend la parole et expose certaines de ses politiques économiques à la noix. A ce moment, je me sens plus à l'aise dans mon comportement, car après avoir écouté les panacées que préconise le parti conservateur pour guérir les maux du pays, je doute fort si je voudrais remplacer un gouvernement d'hommes préhistoriques par un autre semblable. Tout au moins, les libéraux se savent vulnérables et ils sont en minorité. Ils veulent s'accommoder de la situation. Ils se sont montrés disposés à écouter les idées diverses proposées par l'opposition. Ils ont repris des idées de l'opposition pour les insérer dans leur budget. Cela, au moins, plaide davantage en faveur d'un gouvernement que la prétention qu'affichent les députés à ma droite de connaître les solutions et de n'écouter personne.

Je voudrais commenter un peu les idées présentées par le chef de l'opposition au cours de son intervention aujourd'hui. Il a dit que le gouvernement actuel n'a rien fait pour encourager les investissements dans les entreprises canadiennes. Le fait est que le gouvernement a beaucoup fait pour encourager les investissements dans les entreprises canadiennes mais que tout cela a eu des résultats désastreux. Les politiques qu'appliquerait le parti conservateur en amèneraient de plus désastreux encore. Le gouvernement actuel, depuis des années, a subventionné des entreprises au Canada à un degré incroyable, et plus il l'a fait plus on en a vendu à des étrangers.

• (2040)

Le fait d'être le seul pays de l'hémisphère occidental à ne pas avoir d'impôt sur les gains de capital—soit dit en passant, une proposition a été présentée, mais le parti conservateur s'est violemment opposé à un impôt sur les gains de capital—a encouragé les hommes d'affaires canadiens à vendre au lieu de freiner leur entreprise. La vente leur apportait de l'argent rapidement, et il n'y avait pas d'impôt sur les gains de capital. C'est le genre de politique que le parti conservateur préconisait.

Nous avons eu un crédit d'impôt sur les dividendes de 20 p. 100 sous une forme ou une autre, et nous avons maintenant un crédit d'impôt de 33 p. 100. Il semble que plus nous donnons aux entreprises, plus nous encourageons les investisseurs au Canada, plus ils se hâtent de vendre aux États-Unis. Il n'y a aucune façon de contrôler effectivement les entreprises au Canada ou d'en laisser le contrôle aux Canadiens, si ce n'est par voie législative. On ne peut concurrencer les acheteurs américains. Nous avons essayé pendant des années et ça ne marche pas. Espérons que le projet de loi inscrit au *Feuilleton* et visant les mainmises étrangères sera beaucoup plus efficace que les milliards de dollars que nous avons offerts en pots-de-vin aux investisseurs canadiens qui se sont peu préoccupés d'arrêter la vente du Canada.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je m'excuse auprès du député de Waterloo, mais le député d'Athabasca (M. Yewchuk) invoque le Règlement.

Subsides

M. Yewchuk: Monsieur l'Orateur, le député parle beaucoup des choses terribles au bilan de notre parti et des belles solutions qu'il proposerait. Je me demande s'il ne voudrait pas présenter un amendement à cette fin, tout particulièrement au sujet de la propriété étrangère.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Les députés devraient respecter les règles établies. Quand un député a la parole, il ne devrait pas être interrompu à moins que ce soit pour lui poser une question et à condition qu'il veuille bien l'accepter. Ce n'est pas un appel au Règlement.

M. Saltsman: Je vous remercie, monsieur l'Orateur. Franchement, je ne sais pas comment on peut modifier quelque chose d'aussi affreux que l'amendement conservateur.

Une voix: C'est stupide.

M. Saltsman: Ce n'est pas stupide, mais tout simplement du mauvais anglais. J'aimerais ajouter quelques mots au sujet de la petite entreprise. De temps en temps, un sujet rallie l'opinion générale. Présentement, pour les conservateurs, c'est la petite entreprise. Je ne veux pas tenir de propos désobligeants pour celle-ci. J'y ai déjà œuvré et je sais que les gens de ce secteur de l'économie travaillent très fort et font un apport très utile à la vie nationale.

Des voix: Bravo!

M. Saltsman: Je me demande vraiment si le problème actuel de la petite entreprise est le nombre trop élevé de petits hommes d'affaires. C'est en parlant avec eux qu'on découvre pourquoi ils font faillite en si grand nombre: c'est parce qu'on y a attiré trop de gens. Les stimulants à la petite entreprise n'amélioreront pas la situation.

Des voix: Quelle honte!

M. Saltsman: J'entends «quelle honte» parce qu'il s'agit d'un de ces sujets tabous. Il faudrait stimuler sans limite les petites entreprises. Cette méthode est cependant irréfutable et indifférente, car quiconque est en affaires sait qu'il y a une limite aux stimulants que l'on peut accorder à n'importe quel genre d'entreprise. Le chef de l'opposition feint la surprise—je ne devrais peut-être pas dire cela, car il est peut-être réellement surpris, mais a l'air de feindre la surprise—et il nous dit d'examiner le nombre des faillites commerciales et de nous interroger sur les raisons de ces échecs.

M. Paproski: A cause du gouvernement.

M. Saltsman: C'est ainsi que le régime fonctionne. Que vont faire le chef de l'opposition et ses puissants lieutenants? Vont-ils répéter l'exploit du premier ministre de la Saskatchewan lorsqu'il avait tenté de sauver une fabrique de boîtes et une fabrique de chaussures? Si une entreprise quelconque menace de crouler vont-ils se précipiter à son secours et lui donner beaucoup d'argent? Que vont-ils faire?

S'ils tiennent à donner l'impression qu'ils sont les amis des petits hommes d'affaires, qu'advenant qu'ils assument le pouvoir il n'y aurait plus une seule faillite au Canada parce qu'ils y verraient, c'est absurde. Une telle attitude dessert terriblement les petites entreprises en général. Celles-ci ont besoin d'aide. Mon chef a souligné un secteur important où nous pouvons fournir de l'aide aux petites entreprises, nommément leur offrir des taux d'intérêt peu élevés. Il y a d'autres choses que nous pouvons faire. Mais commencer à parler de subventions pour encourager les